

QATAR 2022

ING : une réticence qui pousse à la réflexion



La banque ING est l'un des principaux sponsors des Diables rouges. © BELGA.

La banque d'origine néerlandaise, sponsor principal de l'équipe nationale des Pays-Bas, a décidé de ne pas se rendre au Qatar pour la Coupe du monde 2022. En Belgique, où elle sponsorise également les Diables rouges, elle envisage de suivre l'initiative.

JONAS BERNARD

Les droits de l'Homme au Qatar sont la raison pour laquelle nous n'irons pas au Mondial. Les trois lettres de la banque ING seront bien présentes sur les t-shirts des joueurs néerlandais à Doha, mais celle-ci a décidé de ne pas promouvoir l'événement dans les prochaines semaines et de ne pas y envoyer ses collaborateurs, qui bénéficient généralement d'un quota de billets. Dans un communiqué, la Fédération néerlandaise de football (KNVB) explique « respecter le choix des partenaires commerciaux de se rendre ou non au Qatar », précisant que sa participation au Mondial s'accompagne d'un engagement social sur le terrain.

Cette décision peut paraître anodine, utopique même, dans la lutte pour les droits de l'Homme, bafoués par le Qatar dans la construction des stades qui accueilleront les matchs de la Coupe du

monde, mais elle a en tout cas poussé d'autres partenaires des Oranjes (KNP, Albert Heijn, Bitvavo...) à suivre le même chemin. En Belgique, ING est également l'un des sponsors principaux de la Fédération de football, présent sur les survêtements des Diables rouges et de leur staff. La décision de son pendant hollandais, où la thématique des droits de l'Homme a, nous dit-on, particulièrement animé les discussions en interne, pousse la banque à envisager une démarche similaire chez nous, comme nous l'a confirmé son porte-parole. Ce qui est certain, c'est que ING concentrera surtout ses efforts autour de l'Euro féminin de football qui aura lieu cet été en Angleterre, où les Red Flames affronteront la France, l'Italie et l'Islande lors du premier tour.

Parmi les autres partenaires principaux de la Fédération belge (Adidas, Coca-Cola, BMW, Carrefour, Jupiler, Lotto...), il n'y aurait pour l'instant pas de discussions en cours concernant un éventuel « boycott » du Qatar en 2022, comme nous l'ont confirmé plusieurs d'entre eux. Comme sa voisine néerlandaise, la Fédération belge rappelle que les sponsors sont libres de décider de ne pas faire le voyage pour la Coupe du monde ou de ne pas faire de publicité à l'événement dans les prochains mois. Sans que cela ne puisse remettre en cause les accords précédemment signés entre toutes les parties. Il faut dire que, si la démarche d'ING et d'autres sponsors aux Pays-Bas est louable, elle reste avant tout symbolique puisqu'elle ne contraindra en aucun cas la sélection hollandaise sur place, au Moyen-Orient.

CYBERDÉFENSE

La Défense belge surfe sur un « wifi chinois »

Inquiétude et tollé dans les rangs parlementaires. En dépit de nombreuses mises en garde concernant le risque d'espionnage, la Défense belge utilise des centaines de routeurs wifi de la marque Huawei.

LOUIS COLART

Après la 5G, les caméras de surveillance ou les smartphones, voici la connexion wifi. Ces dernières années, le risque d'espionnage via les technologies ou du matériel chinois a régulièrement fait la une de l'actualité en Belgique. La Sûreté de l'Etat, sans pour autant disposer de preuve formelle d'espionnage, a mis plusieurs fois en garde publiquement contre la technologie 5G ou différents appareils de fabrication chinoise.

Ces mises en garde, relayées au plus haut niveau de l'Etat par le ministre de la Justice – qui a la tutelle de la Sûreté –, n'ont pourtant pas détourné la Défense de tout achat de matériel chinois. C'est nos confrères de *Het Laatste Nieuws* et de VTM qui révèlent l'information ce jeudi : l'Armée belge aurait acquis en début d'année plusieurs routeurs wifi de marque Huawei. Ces appareils servent à distribuer un réseau wifi dans les bâtiments de la Défense sur le territoire belge. En clair, le personnel de la défense surfe sur du wifi distribué par une marque chinoise.

Vaste cyberattaque

Cet achat trouverait son origine dans la vaste cyberattaque qui avait touché la Défense en décembre dernier, écrivent *HLN* et VTM. Cette attaque, non attribuée à ce jour mais probablement le fait d'un Etat étranger, a empêché durant de longues semaines le personnel d'accéder à internet et à ses courriels. Les routeurs chinois auraient servi à réparer la méga-panne.

Des informations partiellement démenties. Contrairement à ce qui était indiqué dans la presse flamande, cet achat de routeurs Huawei n'est pas le fait du SGRS, le service de renseignement militaire, mais de la Défense elle-même. Et il ne date pas forcément de cette année.

Pressée de questions, la Défense a organisé une réunion d'urgence sur le sujet, jeudi après-midi, et chargé le vice-amiral Wim Robberecht, patron du renseignement militaire, d'éteindre l'incendie par communiqué : « Le SGRS tient à rassurer sur le fait que la solution temporaire qui a été mise en place (après la cyberattaque, NDLR) ne concernait pas la partie des réseaux sécurisés du SGRS ou de la Défense. Et donc aucune donnée sensible ou stratégique n'a transité par ce réseau temporaire. Ce dernier n'était utilisé que pour des recherches grand public sur internet. »

Le SGRS dément les informations selon lesquelles il aurait acheté ces appareils Huawei ainsi que les allégations selon lesquelles il en utilise au sein du service de renseignement. Mais le SGRS omet de préciser que la Défense utilise

bien des routeurs Huawei ! Et pas une poignée... Une source militaire précise qu'il s'agit de centaines d'appareils. Et que leur acquisition date de plusieurs mois, voire plusieurs années.

Pas certain que cette communication suffise à lever toutes les inquiétudes. Presque tous les parlementaires que nous avons interrogés promettent des questions à la ministre de la Défense, Ludvine Dedonder (PS), la semaine prochaine lors de la rentrée parlementaire. Samuel Cogolati (Ecolo), Koen Metsu et Theo Francken (N-VA), Denis Ducarme (MR) ou encore Georges Dallemagne (Les Engagés), tous intéressés par les matières de Défense ou de renseignement, fourbissent leurs questions. André Flahaut, pour les socialistes, préfère attendre d'en savoir davantage avant de réagir.

Comme le rappelle Bart Preneel, professeur de sécurité informatique à la KULeuven auprès de nos confrères, la loi sur la cybersécurité chinoise oblige toute entreprise du pays à coopérer avec les services de renseignement de l'Empire du milieu, notamment en donnant accès aux systèmes informatiques de la marque. Ce paramètre était mis en exergue par la Sûreté de l'Etat lors de ses différentes interventions publiques.

« Une histoire belge »

Fin janvier dernier, la ministre Dedonder avait informé le Parlement du fait que la Défense disposait d'une trentaine de caméras de surveillance de marques chinoises, Hikvision et Dahua. Cette information avait déjà suscité une certaine inquiétude alors que ces marques sont parfois placées sur listes noires par certains de nos alliés. Mais la Défense avait avancé cet argument : le danger d'espionnage était très limité du fait que ces caméras ne sont pas connectées à internet ni exploitées avec leur logiciel d'origine. La situation est évidemment différente avec des routeurs wifi...

Le député Dallemagne est l'un des plus remontés : « Ce énième épisode d'amateurisme de la part de la Défense est proprement ahurissant. Un élémentaire principe de précaution aurait dû prévaloir lors de l'acquisition de ce matériel informatique Huawei qui est contraint par la loi chinoise de transmettre les informations dont il dispose à son gouvernement. Surtout lorsqu'il s'agit de remplacer du matériel qui vient de faire l'objet d'une attaque massive », tonne l'élu fédéral. « Je demande que cette erreur soit immédiatement corrigée. »

Denis Ducarme n'est pas plus tendre, simplement plus caustique : « Cela ressemble à la dernière histoire belge. Ça pourrait prêter à sourire mais, en réalité, ce n'est pas rassurant », déclare le libéral.

Wim Robberecht, patron des renseignements militaires, a démenti que son service utilise du matériel chinois.

© BELGA

